ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 15 décembre 1967, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés", a donné le 10 janvier 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 15e december 1967 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor de krankzinnigen", heeft de 10e januari 1968 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

I.

La nouvelle disposition vise à la fois l'administrateur provisoire que, aux termes de l'article 30 de la loi du 18 juin 1850, les commissions administratives doivent "désigner" parmi leurs membres, et l'administrateur provisoire général que les établissements privés doivent "faire agréer" par le juge de paix, conformément à l'article 30bis.

Afin de mieux respecter la concordance avec les articles 30 et 30bis, il conviendrait de mentionner séparément les deux catégories d'administrateurs provisoires, en réservant à la seconde la dénomination d'administrateur provisoire général.

II.

Le projet prévoit que l'administrateur provisoire général "est rémunéré selon les mêmes modes que ceux prévus ci-dessus", c'est-à-dire comme il est prévu pour l'administrateur provisoire spécial. Or, selon l'article 30quater, alinéa 1er, la rémunération de l'administrateur provisoire spécial est facultative : "le juge de paix pourra allouer ... une rémunération dont il fixera, par décision motivée, le montant ou le mode de calcul...".

Au cours des travaux préparatoires de la loi du 7 avril 1964, il fut observé ce qui suit : "l'administrateur provisoire spécial peut être rémunéré mais l'administrateur provisoire général sera rémunéré en tout cas. Cette distinction se justifie-t-elle ? ". Le Ministre répondit : "elle est justifiée par le fait que dans le

.../...

dernier cas il s'agit de la gestion des affaires d'une série de personnes, tandis que le premier cas concerne l'administration des affaires d'une seule personne" (Ch., doc. 1962-1963, 544, n° 3, rapport de M. le député HERMANS).

Il ressort de l'exposé des motifs du projet que le Gouvernement n'entend pas revenir sur la distinction établie, en matière de rémunération, entre ces deux catégories d'administrateurs provisoires. Il serait souhaitable que cette distinction résulte plus clairement du texte.

III.

Par souci de clarté, il est proposé, dans l'alinéa 2 du texte nouveau, de préciser de quels administrateurs provisoires il s'agit.

IV.

L'article 1er du projet tend à insérer dans l'article 30quater de la loi du 18 juin 1850, deux alinéas nouveaux après l'alinéa 1er actuel. Eu égard au fait que les articles 3 et 4 du projet tendent, l'un à l'abrogation de l'alinéa 2 actuel de l'article 30quater, et l'autre, à ce que soient "abrogés à la date du 24 avril 1964", c'est-à-dire rapportés, les alinéas 3, 4, 5 et 6 actuels, il est proposé de ne faire aucune addition au texte de l'article 30quater actuel, pour éviter des confusions possibles en ce qui concerne les alinéas respectivement abrogé ou rapportés. Les dispositions qui figurent à l'article 1er du projet pourraient, dès lors, faire l'objet d'un article 30quinquies.

.../...

Article 2.

Le projet tend à harmoniser certaines dispositions du Code judiciaire avec les dispositions du projet. A cet effet, il complète l'article 594, 16°, de ce Code judiciaire. Cette dernière disposition est actuellement rédigée comme suit :

"Article 594. Le juge de paix, saisi par voie de requête, statue :

...

16° sur la demande tendant à faire désigner un administrateur provisoire général ou spécial aux personnes placées dans des établissements d'aliénés ou séquestrées à domicile et qui ne sont pas interdites, ni placées sous tutelle, ni pourvues d'un administrateur provisoire, conformément à l'article 497 du Code civil".

Ce texte n'est pas en concordance avec l'article 30bis de la loi du 18 juin 1850 selon lequel l'administrateur provisoire général n'est pas désigné par le juge de paix, mais doit se faire agréer par celui-ci, ce qui est différent. Le texte proposé ci-après par le Conseil d'Etat tient compte de cette observation.

Par ailleurs, l'article 25 de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire remplace l'article 17 de la loi du 18 juin 1850 pour donner compétence non plus au président du tribunal mais au tribunal du lieu de la situation de l'établissement.

.../...

Or, alors qu'en matière de compétence territoriale l'article 627, 6°, du Code rappelle cet article 17, l'article 569 du même Code relatif à la compétence d'attribution n'en fait pas mention.

Le présent projet pourrait être l'occasion de compléter cet article 569 du Code judiciaire et de corriger une erreur de forme qui figure à l'article 627, 6°, précité qui désigne à tort la loi de 1850 sous l'appellation "lois coordonnées".

Article 3.

Cet article tend à abroger certaines dispositions qui furent insérées dans la loi du 18 juin 1850 par la loi du 7 avril 1964.

Il s'agit des dispositions qui organisent l'appel contre la décision du juge de paix statuant :

- sur la demande de désignation d'un administrateur provisoire spécial (article 29, alinéa 3);
- sur la demande d'agréation d'un administrateur provisoire général (article 30bis, alinéa 1er, in fine);
- sur la demande relative à l'allocation d'une rémunération à l'administrateur provisoire spécial (article 30quater , alinéa 2).

L'article 29, alinéa 3, et l'article 30quater, alinéa 2, prévoient que l'appel sera formé dans les quinze jours du prononcé. Il s'exercera au moyen d'une requête présentée au président du tribunal.

.../...

L'article 30bis, alinéa 1er, in fine, dispose : "La décision du juge de paix est sujette à appel". Dans ce cas, le droit commun en matière d'appel de décisions du juge de paix est donc applicable.

Le projet tend à abroger ces trois dispositions et fixe comme date de l'abrogation : "le jour de l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la compétence du juge de paix, aux procédures sur requête et aux voies de recours du Code judiciaire".

L'abrogation est donc subordonnée à l'entrée en vigueur de trois matières différentes du Code judiciaire. Il n'est pas certain que les dispositions relatives à ces matières seront mises en vigueur à la même date. Dans ces conditions, il serait plus prudent, soit de prévoir que les abrogations prévues à l'article 3 se réaliseront le jour où le Code en son entier sera en vigueur, soit de compléter l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire par la mention de ces abrogations, de façon à permettre au Roi de leur donner effet en même temps qu'il mettra en vigueur les dispositions du Code judiciaire destinées à les remplacer.

*

* *

Le texte proposé ci-après tient compte de ces observations ainsi que de corrections de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

.../...

"Article 1er.-

Un article 30quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés :

"Article 30quinquies. L'administrateur provisoire désigné en vertu de l'article 30, et l'administrateur provisoire général agréé conformément à l'article 30bis, sont rémunérés par une indemnité dont le montant est établi par le juge de paix, selon les modalités et sous réserve du recours prévus en matière de rémunération des administrateurs provisoires spéciaux.

L'administrateur provisoire désigné en vertu de l'article 30, et l'administrateur provisoire général soumettent au juge de paix compétent, au cours du premier trimestre de chaque année, leurs états portant sur la gestion de l'année précédente. En outre, le juge de paix peut exiger la production d'un état, chaque fois qu'il l'estime utile".

Article 2.-

L'article 569 du Code judiciaire est complété comme suit :

"19° des demandes fondées sur l'article 17 de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés".

Article 3.-

L'article 594, 16°, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"16° sur la demande tendant à faire agréer ou désigner un administrateur provisoire, général ou spécial, aux personnes placées dans des établissements d'aliénés ou séquestrées à domicile et qui ne sont pas interdites, ni placées sous tutelle, ni pourvues d'un administrateur provisoire conformément à l'article 497 du Code civil, ainsi que sur la demande tendant à faire fixer la rémunération de ces administrateurs provisoires et celle des administrateurs désignés en vertu de l'article 30 de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés".

Article 4.-

Dans l'article 627, 6°, du même Code, les mots "des lois coordonnées" sont remplacés par les mots "de la loi du 18 juin 1850".

Article 5.-

Sont rapportés à la date du 24 avril 1964, les alinéas 3, 4, 5 et 6 de l'article 30quater, inséré par la loi du 7 avril 1964 dans la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés.

Article 6.-

(Voir les observations formulées dans l'avis à propos de l'article 3 du projet).

Article 7.-

L'article 1er de la présente loi ... (le reste comme à l'article 4, § 2, du projet du Gouvernement)...".

Artikel 1.

I.

De nieuwe bepaling doelt op de voorlopige bewindvoerder die de "commissiën van beheer" luidens artikel 30 van de wet van 18 juni 1850 uit hun leden moeten "aanduiden", en tevens op de algemene voorlopige bewindvoerder die de privégestichten overeenkomstig artikel 30bis door de vrederechter moeten "laten aannemen".

Ter wille van een betere overeenstemming met de artikelen 30 en 30bis, zouden de twee categorieën van voorlopige bewindvoerders afzonderlijk moeten worden vermeld, waarbij de benaming algemene voorlopige bewindvoerder alleen voor de tweede categorie zou worden gebruikt.

II.

Het ontwerp bepaalt dat de algemene voorlopige bewin voerder "op dezelfde wijzen als hierboven wordt bezoldigd", dit is zoals voor de bijzondere algemene bewindvoerder is bepaald. Volgens artikel 30quater, eerste lid, is de bezoldiging van de bijzondere voorlopige bewindvoerder facultati "de vrederechter kan ... een bezoldiging verlenen waarvan hij, bij met redenen omklede beslissing, het bedrag of de wijze van berekening bepaalt ...".

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de we van 7 april 1964 werd opgemerkt dat "de bijzondere voorl bewindvoerder kan bezoldigd worden, doch dat in elk geva

...

de algemene voorlopige bewindvoerder bezoldigd zal worden. Is dit onderscheid wel verantwoord ? ". Waarop de Minister antwoordde "dat zulks stellig verantwoord is door het feit dat in het laatste geval het beheer van een reeks personen waargenomen wordt, terwijl het in het eerste geval enkel gaat over de bewindvoering over een enkel persoon" (Gedr.St.,Kamer, 1962-1963, 544, nr. 3, verslag van Volksvertegenwoordiger HERMANS).

Uit de memorie van toelichting van het ontwerp blijkt, dat de Regering niet wenst terug te komen op het inzake bezoldiging gemaakte onderscheid tussen die twee categorieën van voorlopige bewindvoerders. Het ware wenselijk dat onderscheid duidelijker te doen uitkomen in de tekst.

III.

Duidelijkheidshalve wordt voorgesteld, in het tweede lid van de nieuwe tekst nader te bepalen over welke voorlopige bewindvoerders het gaat.

IV.

Artikel 1 van het ontwerp wil in artikel 30quater van de wet van 18 juni 1850 twee nieuwe alinea's invoegen na het huidige eerste lid. Gelet op de strekking van de artikelen 3 en 4 van het ontwerp, waarvan het ene het huidige tweede lid van artikel 30quater opheft, en het andere de huidige alinea's 3, 4, 5 en 6 opheft "op 24 april 1964", met andere woorden intrekt, wordt voorgesteld aan de tekst van het huidige artikel 30quater niets toe te voegen, om mogelijke verwarring te voorkomen wat betreft

de onderscheidenlijk opgeheven of ingetrokken alinea's. De bepalinge van artikel 1 van het ontwerp zouden derhalve kunnen worden ondergebracht in een artikel 30quinquies.

Artikel 2.

Het ontwerp strekt ertoe sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek in overeenstemming te brengen met die van het ontwerp. Te dien einde vult het artikel 594, 16°, van dat Wetboek aan. Die bepaling luidt thans als volgt :

"Artikel 594. De vrederechter doet op verzoekschrift uitspraak :

...

16° over het verzoek om aanwijzing van een algemeen of bijzonder voorlopig bewindvoerder voor de personen die in een krankzinnigengesticht zijn geplaatst of ten huize zijn afgezonderd en die niet onbekwaam verklaard noch onder voogdij geplaatst zijn, noch voorzien van een voorlopig bewindvoerder overeenkomstig artikel 497 van het Burgerlijk Wetboek".

Die tekst is niet in overeenstemming met artikel 30bis van de wet van 18 juni 1850, volgens hetwelk de algemene voorlopige bewindvoerder niet door de vrederechter wordt aangewezen, maar zich door hem moet laten aannemen, wat niet hetzelfde is. De hierna door de Raad van State voorgestelde tekst houdt daarmede rekening.

Anderzijds vervangt artikel 25 van artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek artikel 17 van de wet van 18 juni 1850 om bevoegdheid te verlenen, niet meer aan de voorzitter van de rechtbank, maar aan de rechtbank van de plaats waar het gesticht gelegen is.

.../...

Waar echter, inzake territoriale bevoegdheid, artikel 627, 6°, van het Wetboek dat artikel 17 in herinnering brengt, maakt artikel 569 van hetzelfde Wetboek, dat betrekking heeft op de volstrekte bevoegdheid, daarvan geen gewag.

Het onderhavige ontwerp zou te baat kunnen worden genomen om dat artikel 569 van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen en om een materiële vergissing te verbeteren in eerdervermeld artikel 627, 6°, waar de wet van 1850 ten onrechte vermeld is onder de benaming "gecoördineerde wetten".

Artikel 3.

Dit artikel strekt tot opheffing van een aantal bepalingen welke de wet van 7 april 1964 in de wet van 18 juni 1850 heeft ingevoegd.

Het betreft hier de bepalingen tot regeling van het hoger beroep tegen de beslissing van de vrederechter over :

- het verzoek tot aanwijzing van een bijzondere voorlopige bewindvoerder (artikel 29, derde lid) ;
- het verzoek tot aanneming van een algemene voorlopige bewindvoerder (artikel 30bis, eerste lid, in fine) ;
- het verzoek tot het verlenen van een bezoldiging aan de bijzondere voorlopige bewindvoerder (artikel 30quater, tweede lid).

.../...

Artikel 29, derde lid, en artikel 30quater, tweede lid, bepalen dat het (hoger) beroep moet worden ingesteld binnen 15 dagen na de uitspraak. Het wordt uitgeoefend bij wege van een verzoekschrift dat aan de voorzitter van de rechtbank wordt voorgelegd.

Artikel 30bis, eerste lid, in fine, bepaalt : "De beslissing van de vrederechter is vatbaar voor hoger beroep". In dat geval is dus het gemeen recht inzake hoger beroep tegen de beslissingen van de vrederechter van toepassing.

Het ontwerp wil die drie bepalingen opheffen en stelt als datum voor die opheffing : "de dag van de inwerkingtreding van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de bevoegdheid van de vrederechter, de rechtsplegingen op verzoekschriften en de rechtsmiddelen".

De opheffing hangt dus af van de inwerkingtreding van drie verschillende materies van het Gerechtelijk Wetboek. Het is niet zeker dat de desbetreffende bepalingen dezelfde dag in werking zullen worden gesteld. Het ware dan ook raadzaam ofwel te bepalen dat de in artikel 3 bedoelde opheffingen zullen plaatshebben de dag waarop het Wetboek in zijn geheel van kracht zal zijn, ofwel artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen met de vermelding van die opheffingen, zodat de Koning er uitwerking aan kan geven wanneer hij de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek die ze moeten vervangen, in werking zal stellen.

*

* *

.../...

De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met die opmerkingen en brengt een aantal vormverbeteringen aan, die geen commentaar behoeven.

"Artikel 1.-

In de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor de krankzinnigen wordt een artikel 30quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 30quinquies.- De voorlopige bewindvoerder die aangewezen is krachtens artikel 30, en de algemene voorlopige bewindvoerder die aangenomen is overeenkomstig artikel 30bis, worden bezoldigd uit een vergoeding waarvan het bedrag door de vrederechter wordt vastgesteld volgens de regelen en onder voorbehoud van het beroep, als bepaald inzake bezoldiging van de bijzondere voorlopige bewindvoerders.

De voorlopige bewindvoerder die aangewezen is krachtens artikel 30, en de algemene voorlopige bewindvoerder leggen,in de loop van het eerste kwartaal van ieder jaar, hun staten met betrekking tot het beheer van het vorig jaar aan de bevoegde vrederechter voor. Deze kan bovendien eisen dat een staat wordt overgelegd, telkens als hij het dienstig acht".

Artikel 2.-

Artikel 569 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld als volgt :

.../...

"19° van de vorderingen ingesteld krachtens artikel 17 van de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor de krankzinnigen".

Artikel 3.-

Artikel 594, 16°, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"16° over het verzoek om aanneming of aanwijzing van een algemeen of bijzonder bewindvoerder voor de personen die in een krankzinnigengesticht zijn geplaatst of ten huize zijn afgezonderd en die niet onbekwaam verklaard noch onder voogdij geplaatst zijn, noch voorzien van een voorlopig bewindvoerder overeenkomstig artikel 497 van het Burgerlijk Wetboek, en over het verzoek om vaststelling van de bezoldiging van die voorlopige bewindvoerders en van die van de bewindvoerders aangewezen krachtens artikel 30 van de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor de krankzinnigen".

Artikel 4.-

In artikel 627, 6°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van de gecoördineerde wetten" vervangen door "van de wet van 18 juni 1850".

Artikel 5.-

Met ingang van 24 april 1964 worden ingetrokken de alinea's 3, 4, 5 en 6 van artikel 30quater, bij de wet van 7 april 1964 ingevoegd in de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor de krankzinnigen.

.../...

Artikel 6.-
(Zie de opmerkingen in het advies gemaakt bij artikel 3 van het ontwerp).

Artikel 7.-
Artikel 1 van deze wet ... (voorts zoals in artikel 4, § 2, van het Regeringsontwerp) ...".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P. DE VISSCHER, G. ARONSTEIN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.